

DCG - ECONOMIE CONTEMPORAINE (UE 5) - SUJET 0

Chef de mission dans un cabinet d'expertise comptable situé à Niort, vous avez parmi vos clients une PME du secteur bâtiment, spécialisée dans la fabrication de contreplaqués et de panneaux décoratifs. Installée en Charente depuis un siècle, elle dispose d'un savoir-faire unique en Europe et est un acteur incontournable du secteur du contreplaqué grâce son équipe de plus de 100 professionnels. Ses panneaux de bois haut de gamme sont déclinés dans une large gamme de produits plus ou moins techniques et pour des utilisations variés (agencement intérieur, façades, terrasses...).

Après avoir exporté pendant plusieurs années aux Pays-Bas, l'entreprise envisage d'étendre ses exportations en Allemagne, première puissance économique européenne avec un PIB de 3263 milliards d'euros en 2017.

Le responsable export de l'entreprise vous demande de le conseiller sur son projet, ce qui vous amène à procéder à une analyse approfondie de la situation économique de l'Allemagne.

PARTIE 1 : ANALYSE ECONOMIQUE A PARTIR DU DOSSIER DOCUMENTAIRE

- 1 - Analyser l'activité économique en Allemagne en prenant en compte la contribution des grandes variables macroéconomiques.
- 2 - Justifier l'usage de « l'indicateur du vivre mieux » pour rendre compte de la situation économique de l'Allemagne
- 3 - Analyser la situation budgétaire des administrations publiques allemandes et ses enjeux en matière de politiques économiques
- 4 - Analyser les effets attendus des mesures de politique environnementale allemande sur les comportements des acteurs
- 5 - Caractériser la situation du marché du travail en Allemagne ainsi que l'action des pouvoirs publics sur ce marché

PARTIE 2 : QUESTION PROBLEMATISEE

Traiter la question suivante dans une argumentation structurée s'appuyant sur le contexte et vos connaissances :

La compétitivité de l'Allemagne passe-t-elle nécessairement par la maîtrise des prix ?

DOSSIER DOCUMENTAIRE :

Annexe 1 : Le modèle économique allemand sous pression

Annexe 2 : Allemagne - Résumé des projections économiques (novembre 2018)

Annexe 3 : L'économie allemande montre ses faiblesses structurelles

Annexe 4 : Indicateur du vivre mieux en Allemagne, 2017

Annexe 5 : le marché du travail allemand en 2018

Annexe 6 : Les travailleurs pauvres dans l'Union européenne

Annexe 1 : Le modèle économique allemand sous pression

L'Allemagne est à la fois admirée et vouée aux gémonies. Son modèle économique, avec un taux de chômage tombé à 3,9 %, suscite l'admiration. En même temps, ces excédents commerciaux énormes, accusés d'exporter le chômage, et son influence décisive sur les politiques d'austérité en Europe, suscitent de vives critiques, remarque *The Economist*. L'année dernière, l'excédent courant de l'Allemagne a atteint 8,3 % du PIB. A près de 300 milliards de dollars, il est beaucoup plus important que l'excédent de la Chine, qui attire les foudres du Congrès américain. Certaines institutions accusent ce déficit d'être plus élevé que justifié.

Mais ce qui rend le problème tellement difficile à résoudre, voire à reconnaître, c'est que les excédents de l'épargne de l'Allemagne ne sont pas le résultat d'une politique économique explicite. Leurs racines reposent sur un modèle tacite qui met en évidence les facettes positives et négatives du modèle allemand. L'origine de ce modèle remonte aux années 1990, quand la compétitivité du pays s'est réduite, avec de fortes hausses de salaires conduisant à un déficit extérieur rare et à un haut niveau de chômage. Mais une caractéristique importante du système allemand est que les syndicats ont des représentants dans les conseils d'entreprise : ils peuvent voir directement comment les augmentations de salaire peuvent nuire à la compétitivité. Les bonnes relations de travail, régies par des normes plutôt que par une législation, ont fait que les entreprises étaient suffisamment souples pour s'adapter aux nouveaux défis. Les salaires ont été négociés au niveau des entreprises et non plus globalement. Et cela a conduit à une modération salariale permettant aux entreprises de regagner en compétitivité. Cela a conduit aussi à une dispersion des salaires.

Par ailleurs, la réforme du marché du travail, connue sous le nom d'« agenda 2010 », a réduit les allocations de chômage et a renforcé les conditions pour en bénéficier à la recherche active d'un emploi. L'emploi est reparti mais au prix politique pour le parti social-démocrate SPD de perte du pouvoir et de perte du soutien des ouvriers. Ce regain de compétitivité s'est fait à un autre prix : la consommation reste déprimée et à un niveau inférieur à celui des Etats-Unis ou du Royaume-Uni. Mais l'économie est tournée naturellement vers l'exportation car les produits allemands haut de gamme et à forte valeur ajoutée ne peuvent être écoulés qu'à l'étranger. La compétitivité ne peut être maintenue que si les salaires sont contraints pour garantir des profits investis constamment dans l'innovation et le budget public doit être équilibré pour éviter les hausses de salaires des fonctionnaires, qui pèseraient sur l'ensemble des salaires allemands.

Mais les pressions sont fortes pour que les salaires repartent à la hausse. Car la zone euro est sous la pression depuis des années pour maintenir des bas salaires compétitifs. L'inflation y est trop faible. Par ailleurs, le marché du travail est très tendu et le marché immobilier est reparti à la hausse. L'ère de la stagnation des salaires allemands semble désormais révolue.

Edouard Pflimlin, www.lemonde.fr, 11 juillet 2017

Annexe 2 : Allemagne - Résumé des projections économiques (novembre 2018)

La croissance économique devrait ralentir mais demeurer soutenue, portée par de solides créations d'emplois et une politique de relance budgétaire. Les incertitudes qui entourent le commerce international et le ralentissement de la demande mondiale pèseront sur les exportations. La consommation privée montera en régime à la faveur d'une solide progression des salaires et des mesures budgétaires visant à augmenter le revenu disponible des ménages. La faiblesse des taux d'intérêt, le taux élevé d'utilisation des capacités et la demande croissante de logements soutiendront l'investissement résidentiel et celui des entreprises. L'excédent des paiements courants diminuera sous l'effet d'une demande intérieure plus solide qui dopera les importations. La forte augmentation conjoncturelle des recettes publiques permettra au pays de conserver un solde budgétaire excédentaire. [Comme le gouvernement allemand l'a annoncé,] la marge de manœuvre ainsi dégagée devrait être mise à profit pour accroître les dépenses consacrées à l'éducation, aux réseaux à très haut débit et à des infrastructures de transport plus propre, qui permettraient de

renforcer les gains de productivité et l'inclusivité. Des allègements d'impôt en faveur des bas salaires et des seconds apporteurs de revenu, ainsi qu'un alourdissement des taxes environnementales et de la fiscalité immobilière, devraient favoriser une croissance plus verte et plus inclusive. Le renforcement de la formation tout au long de la vie aiderait la main-d'œuvre à s'adapter au changement technologique et à se préparer aux emplois de demain.

Allemagne : perspectives économiques de l'OCDE

	2015	2016	2017	2018 ²	2019 ²	2020 ²
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	3 046.0	2.2	2.5	1.6	1.6	1.4
Consommation privée	1 631.1	1.9	2.0	1.2	1.8	1.7
Consommation publique	587.4	4.0	1.6	1.2	2.5	1.8
Formation brute de capital fixe	604.1	3.4	3.6	3.0	2.5	2.2
Variation des stocks ¹	-19.6	0.3	-0.1	0.3	0.1	0.0
Demande intérieure totale	2 803.0	2.9	2.2	2.0	2.2	1.8
Exportations de biens et services	1 425.3	2.1	5.3	2.5	2.9	3.2
Importations de biens et services	1 182.3	4.0	5.3	3.6	4.4	4.4
Exportations nettes ¹	243.0	-0.5	0.4	-0.2	-0.4	-0.3

Pour mémoire	2016	2017	2018 ²	2019 ²	2020 ²
Taux de chômage (% de la population active)	4.2	3.8	3.4	3.0	2.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	0.9	1.0	1.6	1.1	1.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	68.0	63.8	60.5	58.1	56.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	8.5	8.0	7.7	7.2	6.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne

2. Projections

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°104

Encadré 1. Principaux éléments du programme du nouveau gouvernement (extrait)

Politique climatique : Le gouvernement a l'intention de mettre en oeuvre des mesures supplémentaires pour réduire l'écart entre les émissions de gaz à effet de serre (GES) et l'objectif climatique pour 2020. Pour atteindre l'objectif d'émissions de GES de 2030, il prévoit de faire baisser la production d'énergie au charbon tout en finançant les changements structurels dans les régions concernées. La politique de transports à faibles émissions sera renforcée (ferroviaire, transports publics, mobilité à émissions faibles ou nulles, mesures en faveur de l'autopartage). Des mesures d'amélioration de la qualité de l'air, notamment dans les villes, seront mises en oeuvre. Le gouvernement entend notamment augmenter la prime à l'achat (Umweltbonus) pour les véhicules utilitaires légers et les taxis et développer les infrastructures de recharge pour les voitures en vue de faciliter les transports électriques. Le gouvernement projette aussi de lancer des champs d'expérimentation numérique pour la conduite automatisée et d'ouvrir la réglementation des transports aux nouveaux services de mobilité partagée.

www.oecd.org/fr/eco/perspectives, novembre 2018

Annexe 3 : L'économie allemande montre ses faiblesses structurelles

Premier frein à la croissance, le manque de personnel qualifié. Dans un pays où le chômage est à son niveau le plus faible depuis la réunification, le nombre d'offres d'emploi non pourvues a franchi en novembre 2018 un nouveau record, à 1,24 million. Conséquence, les entreprises peinent à recruter, augmentent les salaires et ne peuvent plus améliorer leur production.

Après des années de discussions, un projet de loi sur l’immigration, réclamée par le patronat, a enfin été présenté par le gouvernement en décembre. Le dispositif doit faciliter non seulement l’arrivée de travailleurs venant de pays extérieurs à l’Union européenne, mais aussi l’intégration des réfugiés. La banque publique d’investissement KfW redoute un manque général de main-d’œuvre à partir de 2025, quand la génération du babyboom arrivera à la retraite.

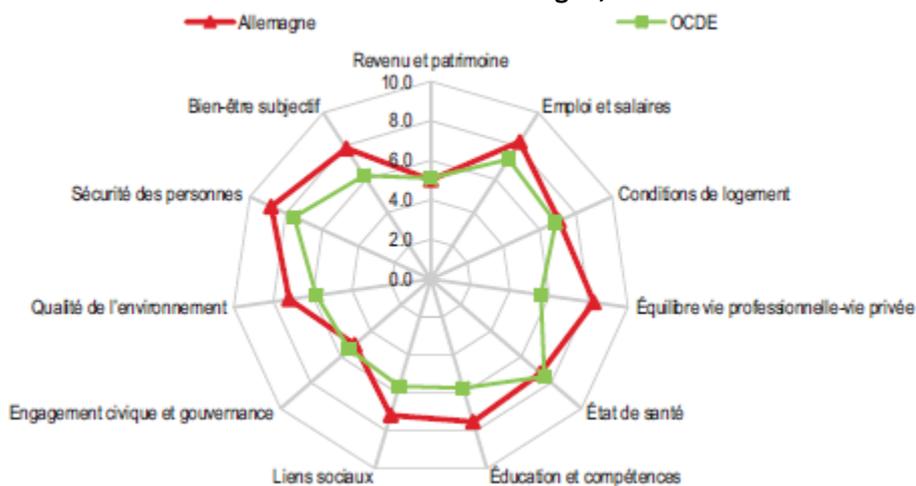
L’Allemagne souffre aussi de la faiblesse de ses infrastructures. Les problèmes de livraison liés à la faiblesse du niveau du Rhin ont rappelé combien les infrastructures de transport alternatives aux voies fluviales – le train et surtout la route – souffrent de décennies de sous-investissement. « Le problème a été bien pris en compte par l’Etat, mais les modernisations qui ont été entreprises récemment ont pour effet à court terme de faire baisser la production, car des voies et des routes doivent être fermées », explique Stefan Kooths, chef économiste à l’institut de Kiel. Le réseau Internet et téléphonique n’est pas à la pointe.

Ces facteurs nourrissent la crainte des milieux industriels de voir l’Allemagne perdre en compétitivité. Une étude remarquable, publiée début janvier par la fondation pour les entreprises familiales, estimait dans son classement des pays de l’OCDE que l’Allemagne était désormais moins attractive que le Portugal – jadis vu comme un des mauvais élèves de la zone euro. Outre les faiblesses des infrastructures, le rapport évoque la situation fiscale.

Les entreprises observent, en effet, depuis plusieurs mois avec inquiétude les réformes fiscales enclenchées par les pays concurrents – les Etats-Unis, bien sûr, mais aussi la France – qui ont considérablement allégé la fiscalité des entreprises. Dans le même temps, l’Etat fédéral allemand affiche plus de 10 milliards d’euros d’excédent budgétaire en 2018, un record qui passe mal. Un débat sur des baisses d’impôts a été lancé ces derniers jours, mais il n’est pas certain que cela suffise à calmer la grogne des milieux industriels. « De façon générale, depuis 2005, quasi aucune réforme n’a été faite pour améliorer la compétitivité du site industriel allemand. Le débat s’est endormi. On peut comprendre que les entreprises soient nerveuses, car dans le même temps le poids des charges qui pèsent sur elles s’est continuellement accru », conclut M. Kooths.

Cécile Boutelet, www.lemonde.fr, 15 janvier 2019

Annexe 4 : Indicateur du vivre mieux en Allemagne, 2017



L'échelle de valeurs va de 0 (situation la plus mauvaise) à 10 (situation la meilleure). OCDE (2017), Indicateur du vivre mieux de l'OCDE, www.ocdebetterlifeindex.org

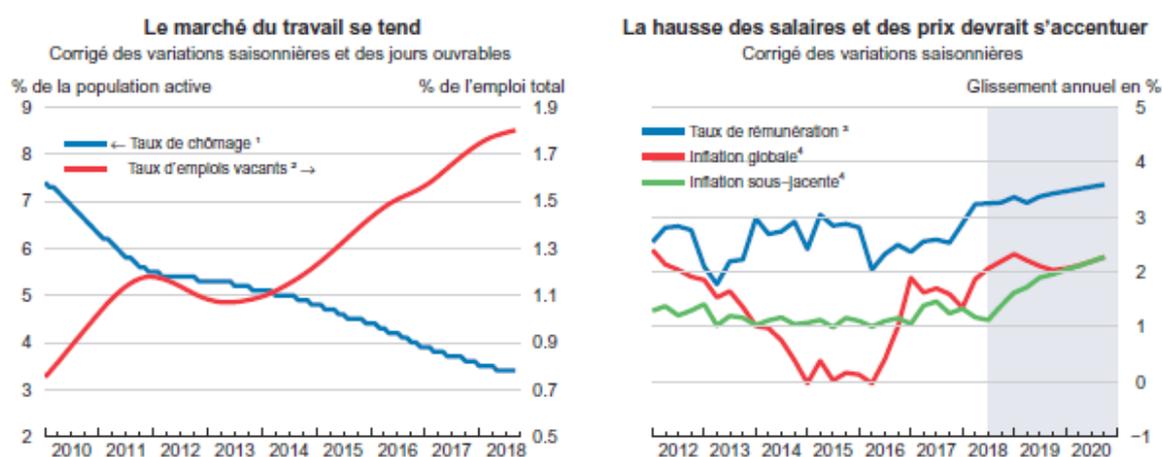
Remarque : chacun des 11 indicateurs principaux comprend des sous-indicateurs^[1]. Le tableau qui suit reprend la décomposition de l'indicateur "Emploi et salaires" pour l'Allemagne :

Indicateur	Emploi et salaires			
	Insécurité sur le marché du travail [a]	Taux d'emploi	Taux de chômage de longue durée [b]	Revenu moyen d'activité
Unité	%	%	%	\$ des USA
Allemagne	2	74.7	1.7	46 389
Rang de l'Allemagne [c]	4	7	15	13

[a] perte attendue des revenus lors d'une perte d'emploi [b] taux de chômage depuis un an ou plus [c] sur les 38 pays de l'OCDE. Données extraites le 27 février 2019 de OECD.Stat

Annexe 5 : le marché du travail allemand en 2018

Allemagne



1. Population de 15 à 74 ans. Données issues de l'enquête sur la population active en Allemagne.
 2. Pourcentage d'emplois vacants non pourvus par rapport au total de l'emploi.
 3. Salaire nominal moyen par salarié.
 4. Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). L'IPCH sous-jacent ne tient pas compte des prix de l'énergie, des produits alimentaires, de l'alcool et du tabac. Prévisions à partir du quatrième trimestre de 2018 pour l'IPCH et l'IPCH sous-jacent.
- Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Statistisches Bundesamt.

Annexe 6 : Les travailleurs pauvres dans l'Union européenne (en %)

	Taux en 2005	Taux en 2010	Taux en 2015
Grèce	13.8	11.9	14.1
Union Européenne	8.1	8.8	9.6
Allemagne	5.5	7.7	9.5
France	6.0	7.6	7.9
Finlande	4.5	3.9	3.1

Seuil de pauvreté à 60 % du revenu médian.

Source : Eurostat - Observatoire des inégalités

¹ **logement** (Logements sans équipements sanitaires de base, Coût du logement, Nombre de pièces par personne), **Revenu** (Revenu disponible ajusté net des ménages, Patrimoine financier net des ménages), **Emploi** (Insécurité sur le marché du travail, Taux d'emploi, Taux de chômage de longue durée, Revenus moyens d'activité), **Liens sociaux** (Qualité du réseau social), **Enseignement** (Niveau d'instruction, Compétences des élèves, Années de scolarité), **Environnement** (Pollution atmosphérique, Qualité de l'eau), **Engagement civique** (Participation des parties prenantes à l'élaboration de la réglementation, Participation électorale), **Santé** (Espérance de vie, Auto-évaluation de l'état de santé), **Satisfaction** (Satisfaction à l'égard de la vie), **Sécurité** (Se sentir en sécurité quand on marche seul la nuit, Taux d'homicides), **Equilibre travail-vie** (Horaires de travail lourds, Temps consacré aux loisirs et à soi)